



« L'Audio conférence Covid-19 prévue ce jour à 16h est reportée à demain mardi 24 mars à 10h.

Nous vous recontacterons pour vous préciser les modalités techniques nécessaires pour la connexion à cette audioconférence. »

C'est par ce simple communiqué que le ministre a remis par 2 fois la conférence qu'il devait avoir avec les organisations syndicales, puis la reportant une seconde fois au vendredi 27.

Avant un nouveau report ?

Nous vous laissons apprécier le ton et la manière de faire !

La Fédération Sud Santé Sociaux persiste en dépit de la situation dramatique de cette crise à revendiquer :

1. Des mesures immédiates afin d'enrayer la propagation du COVID 19 :

Le confinement ne suffit pas et nécessite bon nombre d'autres mesures pour endiguer la pandémie.

- Confinement total
- Désinfection totale des espaces publics.
- Fermeture de toute entreprise dont le fonctionnement n'est pas indispensable.
- Protection immédiate de toutes les catégories professionnelles en exercice pour le maintien de la survie nationale, y compris par, notamment, la fourniture en masque pour tous les personnels, hospitaliers, sociaux et médico-sociaux sans discrimination catégorielle ou de service.
- Dépistage massif de toute la population comme à Singapour, Taiwan et Hongkong pour éradiquer la chaîne de transmission

- Distribution massive de masques FFP2 ou de masques chirurgicaux à défaut ainsi que du gel hydro alcoolique pour toute la population ; la généralisation du masque notamment pour les déplacements indispensables est le corollaire obligatoire des mesures de confinement.



- Des annonces pédagogiques sur la bonne utilisation de ses masques. Leur durée de protection étant limitée, une explication s'impose pour une optimisation de ce geste barrière.

- La réquisition immédiate des hôtels et des logements vides pour héberger et permettre l'accès aux soins des sans-logis, des réfugié-es et des sans-papiers, sans distinction

et sur l'intégralité du territoire.

- L'arrêt des verbalisations des SDF, sans papiers, demandeurs d'asile à la rue.
- La libre circulation des professionnels et des bénévoles intervenants auprès de ces populations.



- L'interdiction des coupures d'eau, d'électricité, d'internet etc. pour tous les foyers.
- L'arrêt immédiat de toute reconduite à la frontière, et la fermeture des CRA (centre de Rétention Administrative) et l'annulation des délais de dépôt des dossiers OFPRA et des recours auprès de la CNDA pour les demandeurs d'asile.



2. Des mesures immédiates pour prendre en charge les patients et personnes accueillis présentant des symptômes COVID 19 :

- Un véritable salaire pour tous les étudiant-e-s assigné-e-s

Pour aider à la gestion de la crise l'ensemble des étudiant-e-s des instituts de formation paramédicales et sociales ainsi que les facultés de médecines ont été mobilisés pour aider sur le terrain. Ils et elles doivent toucher un véritable salaire. Nous ne saurons croire que dans un état de droits, le gouvernement s'arroge le droits d'un travail gratuit au seul motif d'être étudiant-e-s. A travail égal, salaire égal.

Depuis 7 jours du matériel doit arriver pour les soignants libéraux ou de l'hôpital public. Cela tarde à se faire et accentue chaque jour les conséquences sur le personnel. Il manque des masques FFP2 et des masques chirurgicaux, non seulement pour tous les personnels hospitaliers mais aussi pour tous les professionnels du social et du médico-social.

- Réquisition du matériel à usage unique dormant dans les secteurs qui en utilisent, BTP entre autres, pour mise à disposition immédiate des établissements sanitaires, médico-sociaux et sociaux mais aussi auprès des personnels libéraux, des personnels de l'aide à domicile et des familles d'accueil.

- Réquisition des usines en capacité de modifier leurs chaînes de production pour accélérer la mise à disposition de masques FFP2, de tenues à usage unique, de lunettes de protection, de gants à usage unique, de gel hydroalcoolique, de couvre tête et sur-chaussures à usage unique.

- Réquisition des usines en capacité de fabriquer des respirateurs ou tout autre matériel médical, y compris si cela implique qu'elles modifient leurs chaînes de production.

- Réquisition immédiate des moyens du secteur commercial de santé (cliniques lucratives et multinationales de santé) en cas de débordement du secteur public et non lucratif. La médecine publique doit pouvoir avoir accès aux services d'appareillages et plateaux techniques dont elle a besoin. En période de « guerre » sanitaire, tout le matériel disponible sur le territoire se doit d'être mis au profit de la santé Publique, même celui du privé lucratif. Cela sans attendre qu'elles se portent volontaires ou choisissent la hauteur et la nature de leur implication.



3. Des mesures immédiates de gestion de crise:

Au national jusqu'au local et dans les structures :

- Obligation immédiate de CHSCT et CSE extraordinaires dans toutes les structures sanitaires, sociales et médico-sociales pour présentation des plans de continuité de l'activité et de gestion de la crise sanitaire. Une trop grande disparité de mise en œuvre effective des consignes d'éradication du virus avec parfois même une sous-évaluation du risque sanitaire.
- Observatoires locaux de crises en lien avec le ministère des Solidarités et de la Santé
- La publication immédiate des noms des scientifiques constituant le comité de scientifiques.

Nous vous demandons expressément un état des lieux des mesures effectives pour faire face à cette pandémie dans tous les établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux. Nous ne nous satisferons jamais des effets d'annonce, nous voulons du concret.

4. Des mesures pour préserver les droits sexuels et reproductifs des femmes durant l'état d'urgence sanitaire :

- **La continuité des services IVG avec libre choix des modalités:**

Dans cette période de confinement, certains établissements hospitaliers et certains centres de planification n'assurent plus leurs missions dans le domaine de l'accès à l'IVG, soit pour prioriser les soins aux personnes atteintes gravement par le coronavirus - avec la fermeture des créneaux de bloc opératoire pour les IVG instrumentales - soit par manque de matériel de protection pour le personnel d'accueil et soignant.

Nous demandons que des mesures d'urgence soient mises en place car les IVG ne peuvent attendre plusieurs semaines! Enfin nous demandons des solutions pour les mineures qui veulent le secret par rapport aux parents, et une souplesse si elles doivent sortir en cachette pendant le confinement.

- **La présence du compagnon lors d'un accouchement**

Nous apprenons que les femmes ne peuvent plus ou ne pourront plus être accompagnées par leur compagnon/compagne lors de leur accouchement. C'est un droit durement acquis qui est remis en cause.

Au delà, de la nécessité du confinement, c'est une attaque considérable à la sécurité affective et physique des femmes. Le manque de personnel ne permet pas toujours un accompagnement optimal par l'équipe de soins composée de sages-femmes, infirmières, aides-soignantes, obstétriciens et anesthésistes. Empêcher tout accompagnement d'être présent lors des naissances peut avoir des conséquences graves pour la mère: sa sécurité affective, psychique mais aussi physique. Confinons les couples, les accompagnant-es mais gardons-les! Les services doivent avoir rapidement des masques et des solutions hydro alcooliques pour pouvoir former les accompagnants à une hygiène stricte pendant cette période de confinement nécessaire mais ne volons pas la dignité des femmes.

